



**PRÉFÈTE
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

COMMUNIQUE DE PRESSE

Amiens, le 21 novembre 2020

LA PREFÈTE A REUNI LE COMITE DE SUIVI DU SITE WHIRLPOOL

La préfète de la Somme a réuni ce vendredi 20 novembre 2020 le comité de suivi du site de Whirlpool installé depuis la mise en liquidation judiciaire de la société WN et la reprise partielle par la société AGECO en août 2019.

Cette instance qui réunit les représentants des salariés, les dirigeants de l'entreprise, les élus du territoire et les services de l'Etat a pour objet d'assurer un suivi rapproché :

- du reclassement des anciens salariés de Whirlpool et de WN
- de l'activité et de la situation financière du repreneur AGECO
- des projets de revitalisation du site de Whirlpool

La réunion de ce vendredi 20 novembre s'inscrivait dans un double contexte :

- celui d'une crise sanitaire et économique sans précédent susceptible d'aggraver les difficultés existantes et dont il convenait d'anticiper et d'évaluer les premiers impacts
- celui d'informations diffusées dans la presse faisant état de difficultés et de tensions rencontrées par la société AGECO

Les salariés ont pu exprimer leurs inquiétudes et un point d'information transparent a été partagé.

Malgré les difficultés, le travail se poursuit au plus près du territoire pour maximiser les reclassements des anciens salariés de Whirlpool et de WN dans le cadre d'un suivi personnalisé assuré par Pôle Emploi. 207 personnes ont ainsi bénéficié de solutions individuelles depuis le départ de l'entreprise Whirlpool. 88 personnes restent en recherche de solutions, soit 24 personnes de moins que lors du dernier comité de suivi réuni fin septembre 2020.

**Service communication et
représentation de l'État**

Tél : 03 22 97 81 48
Mél : pref-communication@somme.gouv.fr



PrefectureSomme



@Prefet80

51, Rue de la République
80000 Amiens

Les efforts de revitalisation du site se poursuivent depuis juin 2019, malgré les périodes de confinement et la crise économique. Outre AGECO, deux nouveaux occupants se sont installés sur le site de Whirlpool : le groupe PHILAE, fabricant de maisons en bois, et le groupe ALLIANCE qui a acquis un bâtiment à vocation de stockage logistique. Amiens Métropole a également acquis des bâtiments et s'investit dans l'identification de projets d'investissement. Ce sont plus de 160 emplois qui auront ainsi été créés à l'horizon du début de l'année 2021.

La situation d'AGECO, qui avait repris 44 salariés de WN en août 2019 et emploie aujourd'hui 86 salariés, a fait l'objet d'un point détaillé. Ce suivi rapproché de l'entreprise a été instauré depuis septembre 2019 dans le cadre d'un soutien important apporté par les pouvoirs publics (Etat, Région, Amiens Métropole) à AGECO afin de soutenir l'emploi dans ce bassin industriel fragilisé.

Un accompagnement spécifique a été mis en place par les partenaires pour accompagner l'entreprise dans sa structuration industrielle et son développement commercial.

Dans ce cadre, les pouvoirs publics ont identifié en décembre 2019 un manque de visibilité sur la trésorerie et la pertinence du business plan, qui a justifié le déclenchement d'une première mission d'audit. Ses conclusions ont été rendues en mai 2020. Des recommandations ont été adressées à l'entreprise et des points de vigilance ont été mis en évidence.

En août 2020, la société AGECO a demandé à l'Etat et à la Région, dans l'urgence, le versement anticipé du solde des soutiens publics prévus. Compte-tenu de la situation particulière résultant de la crise sanitaire, l'Etat et la Région ont accepté d'avancer le versement de ce solde, étant ainsi au rendez-vous de leurs engagements.

Début octobre, la direction d'AGECO a cependant indiqué que ce montant ne paraissait plus suffisant compte tenu de l'évolution de la situation. Devant ce glissement de la trésorerie, l'Etat a déclenché un deuxième audit.

Cet audit a souligné les efforts réalisés depuis août 2019 pour professionnaliser l'activité de l'entreprise mais aussi mis en évidence des points d'alertes concernant l'organisation, le pilotage et la gestion. Les conclusions qui en résultent sont aujourd'hui en cours de discussion avec l'entreprise.

Face aux constats réalisés et à la situation de trésorerie tendue de l'entreprise, c'est la viabilité de son modèle économique qui est en jeu, et la pérennité de l'activité de ses 86 salariés. Dans ce contexte, les services de l'Etat, en parfaite association avec la Région Hauts-de-France et Amiens Métropole, assurent un suivi quotidien de cette situation pour anticiper les risques pour les salariés.

Un nouveau point est prévu dans les prochains jours.